

# INFORMATIONS

comité régional midi-pyrénées

**CGT**

BOURSE DU TRAVAIL : 19, place St-Sernin 31070 TOULOUSE CEDEX

## Sommaire

- LA NEUTRAL ET L'AUTOMOBILE REGIONALE.
- EDITORIAL
- RECONQUETE DE NOS FORECES 100% DE FNI : LES ACTES
- LA CGT ENFIN RECUE PAR LE PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL
- TOUR DE FRANCE
- SOCIETE A 2 VITESSES: DEJA EN PLACE EN MIDI P.
- RENTRE SCOLAIRE : SEMAINE D'ACTION DU 1<sup>er</sup> AU 6 SEPT.
- MISE EN OEUVRE DU PLAN REGIONAL
- LE COMITE REGIONAL A GOLFECH

N° 52 AOUT 1986



# LA *NEUTRAL* ET L' AUTOMOBILE REGIONALE



Le projet **NEUTRAL** - Une super 4 CV à 37000 F

L'automobile en MIDI-PYRENEES, c'est plus de 5 000 salariés.

Le 28 SEPTEMBRE, dans le cadre de la fête de l'U.D. CGT de la HAUTE-GARONNE à MONDONVILLE, autour de la **NEUTRAL**, aura lieu avec les entreprises équipementiers automobiles de la Région (RENIX, BOSCH, SIGNAL-VISION, CABLAUTO, PIERFLUX, SAM, ...),

↳ - une exposition des productions régionales d'Equipements automobiles,

---

↳ - un débat avec les militants C.G.T. de ces entreprises, ceux des garages, autour du devenir de leurs entreprises, des incidences de la fabrication de la **NEUTRAL** sur leurs productions.

---

↳ - la signature d'une pétition pour la création d'un Plan d'Espagne Automobile,

---

↳ - une exposition de l'Institut Régional C.G.T. d'Histoire Sociale, autour de la voiture la "**JULIEN**" (ancêtre de la 2CV, conçue et réalisée par des militants C.G.T. de l'Aéronautique de Toulouse, durant la deuxième guerre mondiale.

# LES YEUX GRANDS OUVERTS POUR COMPRENDRE ET POUR AGIR

Bien appréhender ce qui est déterminant, pour mieux résister, mieux agir, muscler la C.G.T., tel doit être le fil conducteur de nos assemblées de rentrée.

Si un vent de révolution de palais, a soufflé sur le Conseil Régional, en remplaçant sur le drapeau de MIDI-PYRENEES, les étoiles par la croix occitane, le rouge du drapeau n'est qu'une apparence, qui ne saurait masquer le réel. Dominique BAUDIS l'a confirmé: il va poursuivre et amplifier la politique régionale définie et mise en place sous Alex RAYMOND.

Le lit étant fait, il suffisait de changer les draps.

Après DELEBARRE et la flexibilité, c'est SEGUIN et les ordonnances.

Après les TUC pour les jeunes, bientôt les TUC pour les adultes.

Le précédent gouvernement avait créé les conditions de rendre moribonds le charbon et la sidérurgie régionale.

En toute logique, et dans la foulée, celui-ci organise l'enterrement.

La politique d'intégration européenne n'a pas variée.

Alex RAYMOND parlait des "régions du Sud de l'Europe", BAUDIS lui, "du Grand Sud".

La différence ?

Certainement aujourd'hui plus vite et plus fort.

Mais quel que soit le cas de figure, c'est une Région que l'on déstructure, des milliers d'emplois menacés dans le textile tarnais, l'agro alimentaire, les cuirs et peaux, la métallurgie... les conséquences sur l'ensemble du Secteur Public.

Bref, la vieille histoire de la peste et du choléra.

Comme quoi, il n'y a pas d'avant ou d'après, mais bel et bien continuité.

"Qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse", comme a dit le poète.

Le grand capital, lui, trinque à sa santé.

GATTAZ, a bien résumé le 4 Juillet à TOULOUSE, le pourquoi de cela: "... il reste que l'investissement n'est pas rentable dans un pays où la moyenne de l'investissement productif égale 3 %, tandis que la moyenne de l'emprunt égale 8 %".

Autrement dit: en avant toute pour la spéculation financière, vive la casse.

Et partout, pression accrue sur les salariés, flexibilité, précarité, éclatement des conquêtes sociales, des statuts, pour réaugmenter les marges.

Comme tout se tient, gare à ceux qui se mettent en travers, la répression patronale et PASQUA montent la garde.

Les racines de cette société en crise sont bien là.

Prendre le temps de l'expliquer, de mesurer comment cela se traduit quotidiennement à l'entreprise, au bureau, ne relève pas du superflu.

Au contraire, les confronter de manière tenace avec nos propositions, nos revendications, pour mieux les appréhender, pour que les travailleurs se l'approprient, ne peut qu'aider à mesurer ce qui est déterminant, à faire comme l'on dit, la clarté. On ne lutte bien que les yeux grands ouverts.

Revendicative, rassembleuse, s'appuyant sur les revendications exprimées, contre les sales coups de l'été et les autres, c'est ce style-là, que la C.G.T. entend bien donner à l'action syndicale.

Rassembleuse, c'est-à-dire, ouvrant des perspectives larges pour l'adhésion à la C.G.T. autour de ses propositions de classe, s'adressant à tous les salariés qui veulent faire quelque chose, cette action syndicale-là, est loin des paradis artificiels de conglomérats insipides de sigles syndicaux de sommets, aussi bas le sommet soit-il.

Développer les luttes, l'action quotidienne, nous demande beaucoup de persévérance et d'opiniâtreté.

Comment peut-il en être autrement quand ça tombe dru, que tout est fait pour museler, taire, déformer et faire accepter les effets et conséquences de la crise, et le cœur des pleureuses est pour le moins nombreux.

Mais un coin de voile se lève, fruit de ce que nous avons entrepris depuis de nombreux mois. Les résultats des élections professionnelles en sont un signe, pas plus, pas moins, mais quelque chose de réel.

Tout confirme donc, que le répondant existe.

Le cultiver, et par là-même cultiver la C.G.T., rien ne peut passer avant, dans nos responsabilités syndicales.

**François CANEZIN,**  
**Secrétaire Régional.**

# RECONQUETE DE NOS FORCES

## 100 % DE FNI LES ACTES

— L'objectif de 100 % de FNI remis, voire dépassés, de nombreux syndicats l'ont réalisé cette année par rapport à 1985.

— Construire une C.G.T. puissante, cette question n'a jamais été aussi actuelle. C'est le rempart le plus efficace, c'est aussi l'outil le plus précieux pour les salariés de toutes catégories.

— C'est véritablement la tâche de tous les militants élus, mandatés, collecteurs et diffuseurs de notre presse.

— Nous en publions une liste, incomplète bien sûr, mais si c'est possible chez eux...

° PECHINEY AUZAT	65 SYNDIQUES EN 85, 76 EN 86.
° PECHINEY SABART	45 SYNDIQUES EN 85, 46 EN 86.
° PECHINEY MERCUS	25 SYNDIQUES EN 85, 27 EN 86.
° FORGES DE NIAUX(09)	80 SYNDIQUES EN 85, 86 EN 86.

15 SYNDICATS EN ARIEGE A PLUS DE 100 %



HAUTE-GARONNE: 125 SYNDICATS OU SECTIONS SYNDICALES A 100% DE FNI OU PLUS AU 31 MAI 1986.

### ° EQUIPMENT ROUTES HTES-PYRENEES

	182 ADHERENTS EN 85, 225 EN 86
° HOPITAL DE LANNEMEZAN	80 ADHERENTS EN 85, 100 EN 86.
° D.G.I. HTES-PYRENEES	75 ADHERENTS EN 85, 95 EN 86.
° HOPITAL GENERAL ALBI	100 % FNI REMIS.
° MINEURS DE DECAZEVILLE	100 % FNI REMIS
° P.T.T. DU LOT	PLUS DE 100% DE FNI REMIS.
° DDASS DU LOT	16 ADHESIONS EN 85, 23 EN 86.

Les adhésions dans l'AVEYRON par exemple :

° ROBERT BOSCH	4 ADHESIONS EN 85, 15 EN 86
° HOPITAL VILLEFRANCHE	
	0 EN 85, 15 EN 86.
° LIVRE A RODEZ	0 EN 85, 17 EN 86.
° PTT	9 EN 85, 15 EN 86.

# LA CGT ENFIN RECUE PAR LE PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL

Dominique BAUDIS, Président du Conseil Régional, vient de donner suite à une demande d'audience du COMITE REGIONAL C.G.T. MIDI-PYRENEES, datant du 25 AVRIL.

Il a fallu que la C.G.T., première Organisation Syndicale de la Région, insiste pour être entendue. La C.F.D.T. et F.O. ayant été reçues plus rapidement.

Il est vrai que la C.G.T. est la seule Organisation Syndicale qui lutte contre la casse des emplois en MIDI-PYRENEES, contre la crise, et ceux qui l'accompagnent ou l'organisent.

Dans notre Région, ce sont 8233 emplois qui ont été supprimés depuis le premier Janvier, ou qui vont l'être.

Tous les secteurs sont touchés, public, privé, collectivités territoriales: la métallurgie, la chimie dans les HAUTES-PYRENEES, le BASSIN de DECAZEVILLE, les mines, l'agro-alimentaire dans le GERS et le TARN-et-GARONNE, le B.T.P., le tertiaire, les secteurs traditionnels et ceux de pointe.

Il faut ajouter en plus que 2 000 emplois sont menacés dans le textile Tarnais et Ariégeois et ce, lié à l'accord multi-fibres européen, politique européenne et politique d'élargissement de la CEE, soutenue et impulsée par Dominique BAUDIS, qui provoque des ravages dans nos régions.

Lors de cette entrevue, l'objectif du COMITE REGIONAL C.G.T. était d'obtenir du Président au-delà de ses nombreuses prestations médiatiques, des précisions sur les orientations qu'il comptait mettre en oeuvre pour la région, pour maintenir et développer le tissu industriel, l'emploi, la formation, la recherche.

Si Dominique BAUDIS a affirmé après le 16 MARS que son engagement prioritaire était la Région, tout en étant Maire de Toulouse, les réponses aux questions posées, sont pour le moins restées très vagues.

S'inscrivant et soutenant les orientations de la politique de droite dans le pays, le Président du Conseil Régional, n'a pas répondu quand la C.G.T. lui a demandé s'il cautionnait ou pas la casse industrielle en MIDI-PYRENEES, demandant uniquement de lui fournir des dossiers. Mais, depuis plusieurs années le Conseil Régional possède les dossiers de la C.G.T. sur l'énergie, le charbon, le zinc...

Le résultat de cet entretien ne peut que confirmer nos inquiétudes, sur la conduite de la politique régionale.

En effet:

- le prolongement de la politique régionale passée, sous la conduite d'Alex RAYMOND, son adaptation aux besoins accrus du capital, n'est pas remise en cause.

- le potentiel recherche de MIDI-PYRENEES mis au service du maintien, du développement du tissu industriel existant, n'a pas réellement d'échos. MIDI-PYRENEES est en queue des régions du sud de la France en matière de financement pour la recherche.

- la politique des grands groupes nationalisés et leur répercussion sur la région, pour Dominique BAUDIS, comme pour Alex RAYMOND, ce n'est pas de sa compétence. En clair, le Président de la Région, affirme qu'il ne peut ou qu'il ne veut rien faire.

- le textile régional, la disparition d'entreprises, de centaines, voire de milliers d'emplois, n'est pas contestée, repoussée.

- le développement du tourisme, si cela certes peut-être intéressant, est le seul objectif de création d'emplois.

En fait, il s'agit de poudre aux yeux pour faire accepter la démolition de pans de l'industrie régionale.

- les coopérations inter-régionales, la politique du "grand sud", au-delà des discours, ne se concrétisent par rien au niveau emploi, sinon par une marche forcée vers un Sud de la France vidé de ses richesses, zone de passage entre le sud et le nord de l'Europe.

Au cours de cette entrevue, la délégation C.G.T. a par ailleurs rappelé avec fermeté, son opposition à rencontrer les élus régionaux du Front National, fussent-ils président d'une commission.

En conclusion, la C.G.T. de MIDI-PYRENEES est confortée dans les analyses et déclarations qu'elle a faites avant et après les élections régionales.

L'avenir économique de MIDI-PYRENEES, donc de l'emploi, du pouvoir d'achat, dépend essentiellement de l'intervention directe des salariés de la Région avec la C.G.T., de leur mobilisation et de leur engagement résolu dans les luttes, pour défendre leurs revendications, pour s'opposer à la casse, pour développer les richesses et les atouts de MIDI-PYRENEES.

Toulouse, le 23 JUILLET 1986.

La délégation était composée de F.CANEZIN, H.ARCOUTEL, A.SACRISPERE membres du Secrétariat et de Robert BLANCO membre du Comité Régional.



# SOCIETE A 2 VITESSES :

## DEJA EN PLACE DANS LA REGION

Les ordonnances adoptées par le Conseil des Ministres de début AOUT, sont un élément de plus, pour déstructurer l'emploi, écarteler la Société Française.

Ces mesures, additionnées à toutes autres antérieures, n'ont qu'une seule et même finalité: organiser une formidable incitation à la rotation massive et accélérée des emplois.

Les patrons sont incités à :

- ° prendre des jeunes d'un côté, tandis qu'on supprime des emplois de l'autre,
- ° remplacer des emplois stables, par des emplois précaires,
- ° réduire la masse salariale, en accélérant les sorties d'emplois plus payés (ancienneté, qualification...), et les rentrées d'emplois moins payés.
- ° accroître l'exploitation contre la qualification: les stages les moins formateurs (SIVP), sont autant exonérés que la formation continue.
- ° à mettre en cause la Sécurité Sociale, parce que justement les incitations poussent à la réduction des emplois.

### LE TRAVAIL TEMPORAIRE.

Mais déjà, sans les ordonnances de SEGUIN, la précarité, la flexibilité, les effets de la politique passée, exercent déjà des ravages dans la région.

La Direction Régionale du Travail le confirme:

"Il semble que le travail temporaire, comme les contrats à durée déterminée, soit devenu un moyen de gestion du personnel de plus en plus apprécié des entreprises".

L'évolution des contrats d'intérim dans la région est éclairante :

de 1977 à 1985 ces contrats sont passés de 24 000 à plus de 60 000.

DEPARTEMENTS	1984	1985	EVOLUTION %
ARIEGE	2 801	2 386	-14,8
AVEYRON	1 214	1 563	+28,7
HAUTE-GARONNE	34 247	43 487	+26,9
GERS	-	364	-
LOT	-	-	-
HAUTES-PYRENEES	4 416	5 916	+33,9
TARN	4 856	5 294	+ 9,1
TARN-et-GARONNE	925	1 294	+39,9
<b><u>MIDI-PYRENEES</u></b>	<b><u>48 459</u></b>	<b><u>60 304</u></b>	<b><u>+24,4</u></b>

Pour 1/3 des salariés de l'intérim, la durée du travail va de 1 semaine à 1 mois.

Sur l'agglomération toulousaine, 54 %, soit plus de 1 sur 2 a une mission ne dépassant pas une semaine !

.../...

En 1985, le taux de chômage des jeunes de - de 25 ans est de 28,2% contre 25,6% au plan national.

#### LES CONTRATS A DUREE DETERMINEE.

La précarisation se vérifie également au niveau de l'entrée à l'ANPE:

- en 1984: 34 % des entrées provenaient de fins de contrats à durée déterminée.
- en 1985: ils représentent 41 %.

13 038 salariés se sont inscrits à l'ANPE durant le premier trimestre 86, pour fin de contrat, soit 24 % de plus que le premier trimestre 85

Le patronat joue à fond cette carte.

Par exemple:

- en 1983: 60 % des offres d'emplois étaient pour des contrats à durée indéterminée. Elles ne sont plus que de 50 %, fin 1985.

#### LES T.U.C.

10 400 en MIDI-PYRENEES FIN MARS 1986.

10 % d'entre eux seulement en 85 ont pu être embauchés là où ils ont travaillé.

60 % des T.U.C. ne reçoivent aucune formation.

#### LES STAGES BIDONS.

Les S.I.V.P. pour les jeunes de 18/25 ans, sont des stages de 3 à 6 mois à l'entreprise. Ils perçoivent entre 17 et 27 % du SMIC. Sur ceux qui trouvent un travail après ces stages, à peine 1 sur 5 a un emploi à durée indéterminée.

700 jeunes sont concernés en MIDI-PYRENEES.

+ de 2 000 par les formations en alternance.

Au total 6 000 jeunes ont été concernés en 1985 en MIDI-PYRENEES par l'ensemble de ces mesures.

Quelle activité la C.G.T. a-t-elle en direction d'eux?

Mais globalement, c'est par centaines que des jeunes passent du chômage à un TUC, puis un SIVP, puis un contrat d'adaptation avec pour une grande majorité, un retour à l'ANPE ou un emploi précaire.

#### DESTRUCTURATION, MAIS AUSSI CONSENSUS.

C'est donc bien d'une destabilisation de la Société dont il s'agit. Toute notion de garantie d'emploi est liquidée, pour permettre au patronat de pratiquer en toute liberté la loi de la jungle en matière d'embauche, de salaires, de durée de carrière, et de licenciement.

Cela implique de fait une aggravation de l'individualisation et de division accrue, entre salariés, entre les actifs et les jeunes, entre ceux ayant un emploi stable et les précaires, entre ceux ayant un salaire normal et ceux contraints d'accepter les plus faibles rémunérations, entre cadres, ingénieurs, ouvriers et techniciens.

Ce risque de montée d'opposition entre travailleurs, peut objectivement favoriser le développement d'un consensus sur les choix du patronat, chacun pour se défendre s'il est isolé, acceptant plus facilement la pression patronale, contre l'emploi et le salaire des autres.

De même, ces générations de jeunes "moulés" dans ces conséquences de la crise, ne connaissent que cette réalité d'alternance petits boulots/chômage, constituent un énorme moyen de pression sur les autres catégories et une main-d'œuvre en fait plus difficilement revendicative.

Au total, cette destructuration, au-delà de l'emploi, touche aussi les consciences, au vécu collectif de la classe ouvrière de notre Pays.

Et tout cela, ce n'est pas pour demain, cela existe bel et bien aujourd'hui et déjà depuis quelques temps.

De même la durée du chômage en MIDI-PYRENEES ne cesse de progresser. La durée moyenne d'inscription à l'ANPE était de 279 jours en 1982, elle est aujourd'hui de 328 jours.

Le chômage partiel devient aussi une méthode de "gestion" de plus en plus fréquente pour les entreprises : Pour le seul premier trimestre de cette année, 116 000 journées en MIDI-PYRENEES.

Tout confirme que depuis les TUC jusqu'à aujourd'hui et les projets en préparation, l'objectif est d'obtenir un volume global d'emplois en baisse, un répit statistique dans l'aggravation du chômage, fondé sur la hausse des emplois précaires, au détriment des emplois stables et la rotation accélérée de période de chômage et de période de travail.

Le secteur public dans des formes, certes parfois différentes, est lui aussi la cible et au coeur de ces choix et de ces enjeux.

### QUELS ENJEUX A L'ENTREPRISE

Si les chiffres avancés enveloppent une réalité régionale, leur source et leur traduction, se traduit à l'entreprise, dans la localité.

Chacun a beaucoup à gagner à la création d'emplois qualifiés permettant d'accroître les productions modernes.

De même que l'élévation réelle des formations et des qualifications permettent de générer des emplois plus intéressants, moins pénibles, mieux rémunérés.

Il y a donc objectivement, à l'entreprise, là où sont les emplois, mais aussi dans la localité, nécessité pour avancer, pour parer les mauvais coups d'aller vers la réunion des chômeurs, des actifs, des jeunes et des adultes, c'est-à-dire, tous ceux qui sont concernés par ces critères de rentabilité qui guident les choix du grand capital.

C'est nécessairement pour nos syndicats, nos UL, une situation nouvelle à mieux appréhender.

Mieux gagner la jeunesse, à partir de ce que nous avons fait sur la région le 31 MAI, les insuffisances qu'il y a eu, est quelque chose de capital pour la C.G.T., à la fois par rapport à la situation qui leur est aujourd'hui faite, mais plus largement pour l'avenir du combat de classe.

C'est parce que la précarité sous toutes ses formes se situe d'abord à l'entreprise, que c'est là que nous devons mieux prendre en compte cet enjeu, et développer les luttes autour de ce rassemblement précaire/non précaires, jeunes, actifs... et chômeurs avec les UL, autour de :

- ° quels emplois pour quelles productions, lutter contre les gâchis...
- ° quelle formation professionnelle, quels moyens pour y parvenir ?
- ° quels rapports école/entreprise.
- ° solidarité populations/salariés en définissant quels besoins avec la population, les chômeurs des ANPE (transport, santé...) et quelles actions à engager.

C'est donc une bataille revendicative intense, avec ces approches nouvelles que nous avons à réfléchir dans les syndicats, mais très vite à transformer en lutte revendicative.



avec la  
Cgt,  
donnons lui  
toutes ses  
chances !

### AVEC LA C.G.T., DONNONS-LUI SES CHANCES

- Opposition à toute fermeture ; création de nouvelles classes : maternelles, élémentaires...
- Gratuité des manuels scolaires, fournitures et transports...
- Vraie formation à temps complet pour un vrai métier...
- Augmentation des prestations familiales...

Dans l'immédiat, une allocation de rentrée scolaire :

600 F dans le primaire  
750 F dans le secondaire  
1 000 F dans les lycées

} et doublée pour les enfants de chômeurs.

Ministères des Affaires Sociales  
et de l'Éducation Nationale  
"aux bons soins de M. le Préfet"

signature :

A REPRODUIRE

# **RENTREE SCOLAIRE**

**1° AU 6 SEPTEMBRE / UNE SEMAINE DE TEMPS FORTS SOUS  
TOUTES SES FORMES .**

Cette année, la rentrée scolaire a lieu très tôt : **MERCREDI 3 SEPTEMBRE.**

**La situation et les thèmes couverts par la rentrée scolaire se mêlent étroitement à ceux développés traditionnellement lors de la "rentrée sociale" de l'automne.**

- POUVOIR D'ACHAT ET NIVEAU DES PRESTATIONS FAMILIALES,
- FORMATION, QUALIFICATION ET LEURS RETOMBÉES SUR L'EMPLOI AVEC LA BATAILLE POUR UNE ECOLE PUBLIQUE DE QUALITE.
- LA QUESTION DES MOYENS POUR SATISFAIRE LES BESOINS AVEC NOS PROPOSITIONS SUR LE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE.

**LA RENTREE SCOLAIRE DEVIENT AU DEBUT SEPTEMBRE LA PREOCCUPATION NUMERO 1 DE MILLIONS DE FAMILLES**

Donc une intensification de l'action dans la semaine du 1° au 6 septembre, permettra de donner toute sa dimension à l'activité tous azimuts, que ne manqueront pas de déployer les organisations de la C.G.T. à cette période.

De même, les administrateurs de la Sécurité Sociale et plus particulièrement des CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES sont particulièrement concernés pour participer à l'animation de cette campagne.

- Des rassemblements, des manifestations peuvent être organisés dans les entreprises, les services sur ces aspects revendicatifs qui devraient être mêlés à toute initiative revendicative plus globale.

- Nécessité également d'aller sur les marchés, aux portes des grandes surfaces, aux portes des établissements scolaires.

L'UNION LOCALE est à cet égard la structure la plus appropriée à l'organisation de telles initiatives.

**LA CAMPAGNE DE LA SIGNATURE DE LA PETITION CI-CONTRE EST A ENGAGER DES MAINTENANT.**

Les salariés et parmi eux les parents salariés sont en état de légitime défense face à l'ampleur des mesures négatives dont ils sont les victimes exclusives.

La meilleure défense étant l'attaque...les appeler à :

AGIR et ADHERER A LA CGT à partir de leurs préoccupations concrètes pour l'entretien et l'avenir de leurs enfants ne peut que participer à la mobilisation plus large à laquelle nous travaillons sur les propositions économiques et sociales de la CGT.

## ARGUMENTAIRE POUR LA RENTREE SCOLAIRE :

### COUT DE L'ENTRETIEN ET DE L'EDUCATION DE L'ENFANT:

Coût moyen mensuel (Francs 1985) Source INSEE

1 enfant : 2.110 F.

2 enfants: 3.880 F.

3 enfants: 6.200 F.

### COUT DE LA RENTRE SCOLAIRE :

La rentrée scolaire 1985 a coûté près de 7 milliards aux parents (la tribune de l'Economie) - 52 % du budget d'un Smicard - 84 % pour un chômeur en fin de droits.

- Primaire .... 350 F. + vêtements et cantine

- Collège ...1.400 F.

- Lycée (cap - BEP - BAC ) .... de 1.800 à 3.300 F.

Source: Confédération syndicale des familles.

### PRESTATIONS FAMILIALES ET REVENDICATIONS CGT .

	Prest. Fam. avec 1 enfant de moins de 3 ans			Prest. Fam. enfant de plus de 3 ans			REVENDIC. de la CGT 1 all.mens. égale à la moitié du coût de l'enfant.
	AF (1)	AJF (2)	Total	AF	CF(3)	Total	
1 enfant	néant	755 F	755 F	néant	néant	0	1 055 F
2 enfants	525,45F	755 F	1 280,45F	525,45F	néant	525,45F	1 940 F
3 enfants	1 182,27F	755 F	1 937,27F	1 182,27F	684 F	1 866,27F	3 100 F

Prestations au 1.1.1986

(1) Allocations Familiales avec majoration de 147,78 F de 10 à 15 ans  
de 262,72 F pour les + de 15 ans

2) Allocation Jeune Enfant pendant 9 mois pour tous - pendant 41 mois sous conditions de ressources

3) Complément Familial sous conditions de ressources.

A cela s'ajoutent la compensation fiscale due au Quotient Familial et l'Allocation Logement selon les revenus des familles.

### ON PEUT SATISFAIRE LES REVENDICATIONS DE L' ARGENT IL Y EN A

DESENGAGEMENTS FINANCIERS ET ATTEINTES AUX DROITS DES FAMILLES OU COMMENT FABRIQUE T'ON LES EXCEDENTS DE LA C.N.A.F.

### QUELQUES EXEMPLES:

- Modification des ouvertures (1982) et fin de droit (1983) aux prestations = 2 mois de prestations en moins pour les familles

Economie réalisée en 1984

**3.818 millions**

- Non revalorisation des pré et post-natales (1984) 407 millions
- Réduction de moitié de la majoration des Allocations Post-natales à la 3° naissance, pour 1984 551 millions
- Evolution négative de l'Allocation Logement (1983+1984) 205 millions
- Loi de finances 1984 : remplacement des déductions fiscales en crédits d'impôts 600.000 familles bénéficiant des prestations familiales sous conditions de ressources ont perdu un certain nombre de prestations 900 millions
- La création de l'Allocation au jeune enfant qui résulte d'une refonte d'anciennes prestations a lésé un certain nombre de familles situées au-dessus du plafond fixé pour cette nouvelle prestation 24,8 millions

-----



# ABONNEMENT A CGT LECTURE

## DEMANDE DE FORMULAIRE D'ABONNEMENT

A retourner à ABONNEMENT-LECTURE/CGT  
263, rue de Paris, 93516 MONTREUIL CEDEX

*Je désire m'abonner à l'AL/CGT. Veuillez m'envoyer le formulaire nécessaire au prélèvement automatique sur mon compte bancaire (ou postal).*

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... LOCALITÉ .....

# MISE EN OEUVRE DU PLAN REGIONAL :

## Dans la crise et la politique Européenne

Un premier constat d'évidence doit être fait. Les "lacunes" dans le système régional d'information statistiques, économiques et sociales sont grandes.

Les informations fournies (alors qu'il devrait les fournir) par le Conseil Régional sont très lapidaires et traduisent bien la volonté de considérer le plan régional, c'est à dire la politique régionale, comme un bien étranger à la population et aux salariés de Midi-Pyrénées.

Il n'existe à l'heure actuelle aucun suivi, et pour cause, de sa réalisation autre que comptable.

L'exécution du plan régional est directement dépendant de l'exécution des contrats de plan Etat-Région. Autrement dit, Le plan contribue à la mise en place des orientations nationales, européennes. Parfois même il les accentue ou les précède.

### AMENAGEMENT DU TERRITOIRE :

Dans ce domaine qui ressort de la compétence de l'état, la région a effectué un effort important et soutenu notamment routes nationales et pénétrantes, mais en fait il ne s'agit que d'un transfert des charges de l'état et non pas d'un plus.

L'apport économique est difficile à apprécier au delà des seuls grands axes, qui bien souvent ne sont que des axes de passage Nord-Sud.

L'actualité climatique met en exergue un grave problème pour Midi-Pyrénées celui de l'aménagement des eaux.

### AMENAGEMENT RURAL ET DEVELOPPEMENT MICRO-REGIONAL

Les engagements de lutte contre la désertification rurale n'ont pas été suivi ni de faits et encore moins d'effets. La destruction industrielle et les conséquences des dictats Européens en sont la cause.

### POLITIQUE INDUSTRIELLE REGIONALE :

Création d'activités, modulation géographique, fixer la population en assurant un équilibre d'emplois, telles étaient les prétentions affichées par le plan.

Les engagements ont été différents, les réalisations moindres encore. Les conséquences dramatiques.

Quelques branches:

TEXTILE HABILLEMENT. Création d'un fond régional d'aide aux entreprises textiles et actions diverses.

9.846.925 F. disponibles fin 1985

6.811.925 F. affectés

"Rééquilibrage" des trésoreries des entreprises, mais chute des emplois, plusieurs milliers sont menacés pour les 3 ans qui viennent.

BTP . Les aides à la modernisation des entreprises, le développement social des quartiers, les travaux routiers n'ont pas freiné la chute de l'emploi dans cette branche qui subit de plein fouet la chute du pouvoir d'achat des ménages et l'arrêt des grands équipements.

CUIR : Aucune inscription particulière dans le budget. Ce secteur est laissé aux conséquences de l'élargissement à l'Espagne et sa production ovine notamment. Disparition d'entreprises et réduction massive des emplois, en sont la conséquence.

FILIERE BOIS : l'arlésienne de Midi-Pyrénées. Seulement 16,44 % des sommes payées, 46,5 % affecté sur les 9.211.160 F. disponibles.

ISOROY à Labruguière, la CELLULOSE à St-Gaudens ou les PAPETERIES DE LEDARD traduisent la réalité industrielle, où là aussi le tissu industriel et l'emploi sont fortement mis en cause.

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE : 90 MF. sur 5 ans dont 30 MF région et 60 MF état, des réalisations importantes, mais quasiment pas de liaison recherche/application industrielles sur place, et aussi des renoncements et des retards significatifs notamment dans la filière électronique (conséquence des renoncements nationaux).

Malgré les discours, il faut aussi savoir que Midi-Pyrénées est un queue des régions du sud de la France pour les crédits concernant la recherche.

AERONAUTIQUE ET ESPACE : uniquement accompagnement des décisions des grands groupes transnationaux et des politiques européennes.

Réalisations technologiques de haut niveau mais retards industriels et parfois abandons.

ENERGIE : l'objectif du plan était : "accompagnement de la politique nationale en faveur des sites miniers".

Accompagnement accompli ! Carmaux et Decazeville en témoignent.

POLITIQUE CULTURELLE : Dans ce domaine sensible du cheminement des idées, pluie d'associations et de montages financiers aux résultats aléatoires pour la grande masse de la population régionale.

La politique de communication régionale est un enjeu qui aura des conséquences sur l'emploi si celui-ci n'est pas retenu avec les enjeux.

FORMATION PROFESSIONNELLE : Dans cette compétence absolue de la région, pas de politique liée au développement du tissu industriel régional et à sa reconquête, mais main-mise par le patronat pour une formation au service de sa politique. Le plan fait silence sur les besoins réels, programme même des baisses de niveau sans le dire.

De plus au niveau régional les entreprises dépendant des grands groupes (près de la moitié des salariés de l'industrie) ne sont pas prises en compte dans les statistiques.

C'est donc bien au niveau des entreprises et surtout des plus grandes que le prochain plan devrait s'appuyer, pour une autre politique.

En conclusion, il paraît nécessaire d'insister sur la nature et la fonction du plan régional qui s'inscrit dans la politique nationale et transnationale. Cette orientation a été renforcée lors de son exécution. C'est une réflexion qui s'avère nécessaire dans la préparation du prochain.

# LE COMITE REGIONAL C G T A GOLFECH

Le COMITE REGIONAL C.G.T. s'est réuni sur le Site de la Centrale Nucléaire de GOLFECH, actuellement en construction.

Après la réunion de celui-ci, dans les locaux de l'Union Locale du Site, avec les représentants des SYNDICATS C.G.T. d'E.D.F., le COMITE REGIONAL, a été reçu par la Direction d'E.D.F. du Site et a visité ce chantier.

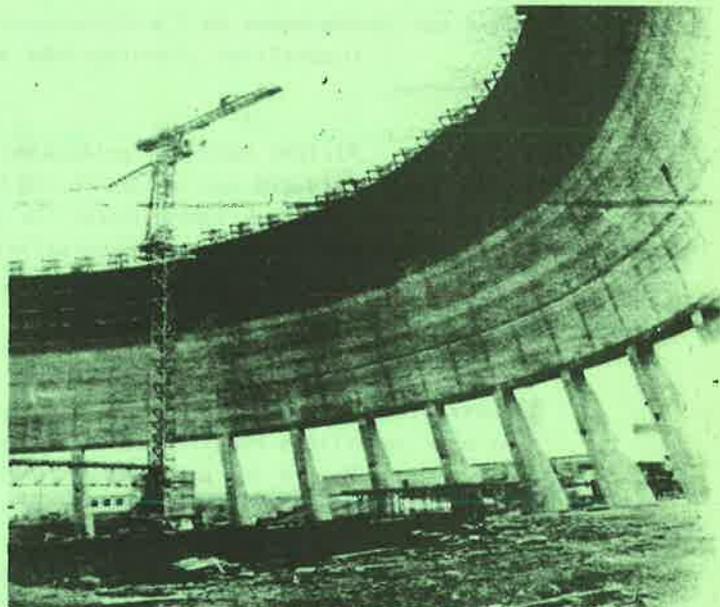
La première tranche de la Centrale de GOLFECH sera mise en service début 1990 et 1992 pour la deuxième tranche actuellement en cours de construction.

1 200 travailleurs, dont une majorité de la Construction, travaillent aujourd'hui sur le Site.

Forte de 200 syndiqués C.G.T. plusieurs actions ont été engagées ces derniers mois.

Chez FOUGEROLLES, principale entreprise travaillant sur le Site, construisant le gros oeuvre, la C.G.T. a obtenu 80 % de voix aux élections.

En fin de journée, le COMITE REGIONAL a tenu sur le Site une Conférence de Presse.



*Construction de la tour de réfrigération de la tranche 1. La coque de béton s'élève de 1,30 mètre par jour. En fin de travaux, sa hauteur sera de 178 mètres.*

